Résultats des élections municipales 2026 Déclaration de la lettre de liaison de l'Internationaliste : Quel bilan, quelles perspectives pour les travailleurs et les jeunes

Site : mci-qi.org

Par Keno,Tarik, Griselda, André, Jean Louis, le 6 mai 2026.

Pour nous le bilan des municipales s'inscrit avant tout dans un contexte d'aiguisement de la lutte des classes à échelle mondiale et européenne.

La résistance héroïque du peuple palestinien a permis la libération d'une puissante vague anticolonialiste et anti-impérialiste à travers le monde.

En France, LFI était le seul choix, la seule force politique d'importance qui a porté le combat contre le racisme et le soutien au peuple palestinien de façon déterminée jusqu'à la tribune de l'Assemblée nationale et dans les mobilisations.

En effet, dans cette campagne électorale, la campagne de la France Insoumise a tenu bon et est devenue le porte-voix de millions de travailleurs, de jeunes, de militants mobilisés contre le racisme, contre la guerre, contre le fascisme.

Une des raisons, et pas des moindres donc, de notre soutien aux candidats LFI, réside là, dans ce front unique ouvrier et populaire par en bas contre le génocide du peuple palestinien, qui est aussi une exigence majoritaire des jeunes et des travailleurs en France et en Europe.

C'est pourquoi, pendant la campagne des élections municipales des 15 et 22 mars, là où nous sommes, nous avons soutenu les listes LFI.

Des élections encadrées par la lutte des classes internationales, en particulier la lutte du peuple palestinien

La fuite en avant des impérialismes US et israélien dans la guerre et la destruction

Le génocide du peuple palestinien dure depuis plus de deux ans, deux années de bombardements et d'assassinats de femmes, d'enfants, de bébés.

À ces crimes de guerre, crimes contre l'humanité, s'ajoutent depuis plusieurs mois la famine orchestrée par le gouvernement de Netanyahou condamné par la Cour Pénale Internationale.

Ces catastrophes humanitaires se déroulent sous nos yeux. Et elles sont renseignées en direct par les organisations humanitaires, les instances internationales, mais surtout par les journalistes de la région tous ciblés par le régime sioniste[1].

La nouvelle guerre menée par les impérialismes US et israélien, s'est ouverte par la mort de 120 jeunes écolières âgées de 7 à 12 ans[2]. Une nouvelle page de guerre et de massacres s'est ouverte au mois de mars pour les peuples de la région.

Depuis le début de l'agression yankee et sioniste le 28 février, on compte fin avril des milliers de

1 Au moins 259 journalistes ont été assassinés par l'armée israélienne depuis le 7 octobre, dont 210 journalistes palestiniens à Gaza et 14 journalistes au Liban, selon les rapports de l'ONU en date du 2 avril.

2 Le 28 février, l'armée sioniste cible une école de jeunes filles à Minab (province d'Hormozgan, sud de l'Iran). Suite aux bombardements, le gouverneur a annoncé un bilan de 165 civils assassinés par ces frappes, dont 120 jeunes écolières, 26 enseignants, et plusieurs parents d'élèves.

civils assassinés, dont 3400 iraniens tués et plus de 26 000 blessés selon l'ONG Human Rights Activists News Agency (HRNA), et au Liban plus de 2500 personnes et plus 7800 blessés selon le ministère de la santé. On compte aussi des millions de déplacés dans les deux pays.

Ce conflit va aiguiser la crise économique du capitalisme à échelle mondiale. Le prix du baril de pétrole dépasse les 100 dollars, et cette hausse va se poursuivre.

Nous assistons à une période de récession tragique pour les travailleurs dans le monde, y compris en France, 7e puissance mondiale qui compte déjà près de 10 millions de pauvres, soit une personne sur 6.

La guerre commerciale que mène D. Trump, à la Chine et à toute la zone Asie- Pacifique, conduit l'Impérialisme a se repositionner sur les 5 continents de la planète.

Dans ce but, il accélère **son offensive de recolonisation en particulier en Amérique Latine,** du Mexique au Chili. Aucun pays, aucun peuple n'est épargné par la voracité, et la brutalité impérialiste.

Une puissante vague anti-colonialiste et anti-impérialiste à travers le monde

Nous considérons que la Résistance prend avant tout sa source au Proche-Orient, en Palestine, en Iran et au Liban.

Sans cette résistance des peuples, la région serait devenue l'arrière-cour de l'Impérialisme, et toutes les populations civiles dont les femmes et les enfants, n'existeraient plus, tués par les soldats israéliens et étasuniens, ensevelis sous les décombres ou dans les geôles israéliennes.

Sans leurs résistances héroïques, nous ne pourrions même pas parler d'anti-colonialisme et d'anti-impérialisme.

Mais nous tenons aussi à saluer ici le prolétariat et la jeunesse des États-Unis, car ils sont un moteur mondial essentiel de la résistance contre l'Impérialisme, contre le fascisme, contre la guerre.

Leur lutte est exemplaire et remet le combat contre le racisme au cœur de la lutte des classes internationale. Et nous le disons encore une fois haut et fort, oui, le prolétariat mondial est racisé , et la lutte contre le racisme est centrale, un des pilier de la lutte des classes mondiale. Dit autrement, on ne pourra en finir avec le capitalisme sans en finir avec le racisme et le suprémacisme blanc y compris à gôche...

Le camp Trumpiste est divisé et acculé, suite à l'échec à mater la résistance palestinienne, et les puissantes mobilisations en cours dans le pays. C'est pourquoi ce n'est pas un hasard si Trump a choisi de frapper le Venezuela au lendemain de l'investiture de Z.Mamdani en tant que nouveau maire.

Car la victoire électorale de Z.Mamdani à la mairie de New York, au mois de janvier, a traduit sur le terrain des urnes un débouché politique la mobilisation de ces millions de personnes.

Comme nous le disions dans notre lettre de liaison n°14 : ***« Pour le dire ainsi, la victoire de Z.Mamdani est l'expression consciente, au cœur de la machine capitaliste, d'un processus conscient au niveau mondial : le rejet par toute l'humanité du génocide du peuple palestinien, de la colonisation , du suprémacisme blanc, et de l'impérialisme. »***

Depuis plus d'un an, les travailleurs, la jeunesse, et leurs organisations sont vent debout contre la politique de Trump.

Ainsi les mobilisations contre l'ICE, dans la droite continuité des révoltes BLM, ont ressuscité les traditions d'auto-organisation et d'autodéfense du prolétariat étasunien. Elles ont aussi contribué à la constitution d'un front unitaire rassemblant les jeunes et les travailleurs latinos, noirs, blancs, etc.

Au mois de mars, lors de la manifestation historique du « No Kings Day » plus de 8 millions de

personnes ont marché dans des centaines de villes à travers tout le pays. Ces marches ont été pour ainsi dire encore plus massives que les itérations précédentes, en juin et en octobre 2025, qui avaient déjà mobilisé des millions de personnes.

La mobilisation des travailleurs et des jeunes continue de creuser la fracture au sein du camp trumpiste. Pour y répondre, Trump accentue et accélère sa politique internationale ultraréactionnaire vers le fascisme et la guerre mondiale impérialiste en s'appuyant sur les secteurs les plus réactionnaires de sa base : une fuite en avant mortifère pour l'humanité.

Recoloniser l'Amérique Latine : un enjeu central pour l'impérialisme US

Dans notre analyse de l'élection présidentielle aux État-Unis, nous annoncions en octobre 2024, dans notre lettre de liaison n°2 : ***« Pour maintenir leurs intérêts dans la région [ici le Moyen-Orient], les États-Unis arment Israël et soutiennent toute sa politique y compris contre le droit international.***

La politique impérialiste des États-Unis se vérifie également dans d'autres régions du monde : en Amérique Latine, ils procèdent à une recolonisation brutale du continent.

Ils déstabilisent les États en fomentant des guerres civiles (en Équateur), ils procèdent à des assassinats ou des tentatives d'assassinats politiques (en Bolivie). Ils cherchent à évincer les chefs d'État qui ne leur sont pas favorables (Colombie), ils s'appuient sur le narcotrafic (Mexique) et sur les néofascistes (Argentine). Quelle est la prochaine étape : l'attaque contre Cuba ? »

Notre analyse s'est malheureusement confirmée. Partout en Amérique latine, l'impérialisme US cherche à installer des protectorats et des marionnettes.

Les États-Unis considèrent et ont toujours considéré cette région comme leur « chasse gardée ». Certains pays avaient acquis un certain degré d'indépendance par des luttes implacables contre les dictatures que l'impérialisme yankee avait lui-même instaurées. Aujourd'hui il veut tout reprendre.

L'exemple le plus frappant est sans conteste Javier Milei en Argentine. Depuis son élection en décembre 2023, le président argentin a multiplié les actes de soumission envers Donald Trump d'un point de vue économique et politique.

Il mène un programme ultra- libéral contre tous les acquis sociaux du peuple argentin, et a plongé le pays dans une profonde récession.

Il est également devenu un allié politique de premier ordre pour l'impérialisme israélien dans toute la région.

Le gouvernement argentin aligne sa politique étrangère sur celle de ces deux impérialismes, états-unien et israélien. Ce fut le cas au mois de mars à l'ONU, ensemble ils ont voté contre la reconnaissance de la traite transatlantique comme le pire crime contre l'humanité.

Nous devons citer également le Chili, où la propagande fasciste, financée notamment par Trump et l'extrême-droite des États-Unis, mais aussi le sionisme, a mis au pouvoir J.A.Kast, fils de nazi allemand et admirateur de Pinochet qu'il veut réhabiliter avec sa politique, y compris économique.

L'objectif de Kast et de l'extrême droite chilienne est de faire basculer le pays sous la tutelle de Washington. Mais le peuple chilien qui a ouvert un processus révolutionnaire en 2019, notamment pour en finir avec une constitution héritée de la dictature de Pinochet, est toujours debout. Il n'a pas dit son dernier mot et continue de se mobiliser.

Nous pouvons évidemment citer le cas de Daniel Noboa en Équateur. Ce proche de Donald Trump, vient d'être réélu, grâce à une campagne électorale menée directement depuis

Washington.

Sous couvert de lutte contre le narcotrafic, le pays est devenu un lieu stratégique pour la mise en œuvre des opérations militaires de Washington, c'est-à-dire de toutes les guerres sales de l'impérialisme.

Ainsi au Venezuela, pays limitrophe de l'Équateur, usant du même prétexte, l'impérialisme a cette fois-ci tout bonnement enlevé le président et son épouse.

Nous n'oublions pas, au passage, les plus de 80 personnes tuées lors de cette agression par les bombardements US, en particulier les soldats cubains.

Rappelons que, Nicolas Maduro est le successeur d'Hugo Chavez, artisan du socialisme du XXIe siècle. Le pays avait mis en œuvre un programme économique et social, dont notamment des mesures de nationalisation de la filière pétrolière, ce qui pouvait le placer au rang de grande puissance dans la région.

Cette arrestation illégale et l'emprisonnement du couple présidentiel sont contraires au droit international, et n'ont rien à voir avec la lutte contre les réseaux de drogues. Il s'agit de mettre la main sur le pétrole vénézuélien, un des meilleurs du marché mondial.

L'impérialisme US va très loin dans la remise en cause du droit international : il s'arroge le droit de renverser un régime s'il ne correspond pas à ses intérêts.

La « démocratie » selon Trump, c'est imposer un régime fantoche basé sur l'esclavage salarié suprémaciste blanc, le pillage des ressources premières de la planète dans une guerre permanente contre les peuples opprimés.

À Cuba, le blocus - qui dur depuis 75 ans- du carburant par les États-Unis empêche l'île de faire fonctionner ses hôpitaux, ses écoles et menace de provoquer une famine. C'est une guerre économique contre le peuple cubain : les États-Unis veulent recoloniser Cuba et la faire revenir au statut de colonie, imposer une défaite au mouvement ouvrier international et fermer la porte définitivement à toute perspective de révolution socialiste. Voilà ce dont il s'agit !

Attaquer et soumettre Cuba pour prendre sa revanche, et tourner définitivement la page du Socialisme voilà l'objectif de Trump et de tout les impérialistes.

Il s'agit aussi pour l'Impérialisme d'en finir avec la révolution cubaine, miroir d'une grande défaite de l'Impérialisme US. Car le peuple cubain a mis en échec Eisenhower, J.F.Kennedy et la CIA. Comme l'Algérie lors de son indépendance, le peuple cubain a combattu héroïquement, et, au prix de lourds sacrifices, il a vaincu.

Là encore, l'Impérialisme a sous-estimé la résilience du prolétariat mondial, qui sait ce qui se joue. Ainsi, des flottilles internationales, qui ont suivit l'exemple des flottilles de solidarité avec la Palestine, ont débarqué pour soutenir cette petite île des Caraïbes qui continue de faire trembler l'Impérialisme.

En Europe et en France aussi, la question palestinienne au cœur de la lutte des classes

Rappelons que l'Europe est le berceau du capitalisme et du colonialisme. Les bourgeoisies des États d'Europe, sont donc par nature des piliers de l'impérialisme suprémaciste blanc, et de « la réaction sur toute la ligne » pour reprendre les mots du grand Lénine.

Contrairement au mythe d'une « Europe pour la paix » après la seconde guerre mondiale, l'Union européenne et ses institutions sont en vérité l'instrument privilégié des bourgeoisies nationales pour appliquer la politique du marché, qu'ils appellent la politique de « la concurrence libre et non faussée ».

Pour notre part, nous avons toujours considéré que cette alliance ultra-réactionnaire était

l'ennemie des travailleurs et des peuples pour les soumettre à l'esclavage salarié, à la domination capitaliste et à toutes les oppressions. Il est donc logique que, comme aux États-Unis, la question palestinienne, la lutte contre le racisme et la question coloniale soient au cœur de la lutte des classes dans la région.

En Italie : un rejet profond de l'État d'Israël et de sa politique génocidaire

En Europe, les travailleurs italiens en lutte sont en première ligne et se sont mis en mouvement contre le génocide du peuple palestinien, lui donnant ainsi un caractère révolutionnaire et internationaliste.

Dans un pays gouverné par Georgia Meloni, néo-fasciste et héritière de Mussolini, ils ont démontré, comme aux États-Unis, que la lutte contre le fascisme allait de pair avec la mobilisation permanente contre le génocide de la Palestine que mène Israël.

Ils ont fait reculer G.Meloni sur la question palestinienne, en paralysant le pays pour soutenir la Global Sumud Flotilla et pour l'arrêt des exportations d'armes vers Israël. Par deux fois, en septembre et en octobre 2025, ils ont mis en mouvement le mot d'ordre « on bloque tout ».

Le lundi 23 mars, G.Meloni a essuyé un nouveau revers majeur avec la victoire du « non » au référendum sur la réforme judiciaire qu'elle avait portée.

Les travailleurs et les jeunes ont compris que cette réforme sous ses aspects « techniques » constituait une attaque sur les droits démocratiques.

Ainsi pour Eleonora Bottini, professeure de droit à Sciences Po Paris et spécialiste de la constitution italienne interrogée par Radio France : « le débat a été structuré comme une défense ou une attaque de la Constitution ».

La professeure ajoute que l'argument a porté d'autant plus fortement que « y toucher, c'est toucher au principe antifasciste de l'Italie », une ligne de fracture accentuée par « le rapport assez ambigu [du gouvernement] avec le passé fasciste italien ».

C'est pourquoi il y a eu un fort taux de participation, « d'environ 10 points supérieurs au dernier référendum constitutionnel ».

Après le dépouillement des bulletins dans plus de 90 % des bureaux de vote, le « non » antifasciste obtenait près de 54 %, contre 46 % pour le « oui ».

C'est donc une victoire majeure de l'ensemble de la jeunesse, des travailleurs, des organisations syndicales qui ont fait campagne pendant des mois pour le « non ».

Ainsi comme l'affirme l'USB (Unione Sindacale di Base) sur son site après la victoire du « non » contre Meloni et sa contre-réforme :

« Ce peuple qui a tout bloqué pour mettre fin au génocide du peuple palestinien et contester la complicité du gouvernement Meloni avec Israël est revenu sur ses positions, affluant en masse vers les urnes et mettant un terme à la prétention du gouvernement de violer la Constitution.

C'est un grand signe de changement et de lutte qui doit se reproduire dans les batailles pour défendre nos conditions de vie et de travail, pour sortir l'Italie de la guerre et exiger la démission du gouvernement Meloni »

Voilà l'exemple à suivre ! Comme l'explique notre camarade André : « que ce soit en Italie ou en France, seule la mobilisation massive des exploités et des opprimés contre la guerre et les politiques d'austérité, elles-mêmes dictée par le financement des guerres coloniales impérialistes de Trump et de l'Otan, permettra de défaire, y compris dans les urnes, les gouvernements ultraréactionnaires comme celui de Macron et Meloni. »

Deux pétitions importantes contre le génocide en Palestine

Le soutien inconditionnel à Israël mis en œuvre par l'Union Européenne et ses institutions est non seulement conforme à sa nature, mais exacerbe également toutes les velléités racistes et coloniales du vieux continent.

L'extrême-droite, majoritaire au parlement européen, est à l'image de la radicalisation de l'extrême-droite dans les pays membres. En effet, les différents États bourgeois se dotent d'un arsenal législatif et judiciaire pour criminaliser les actions de solidarité avec le peuple palestinien.

Aussi, le gouvernement du Royaume-Uni, se retrouve face à des manifestations monstres qui ne désemplissent pas, rassemblant régulièrement un demi-million de personnes.

Face à cette lame de fond, et pour empêcher que ne s'organisent les comités et les collectifs, le premier ministre, Keir Starmer a décidé de frapper fort en arrêtant au mois d'avril plus de 500 militants pro-palestinien.

Dans ce contexte, le succès de deux pétitions contre le génocide du peuple palestinien, ont permis à la mobilisation de prendre un nouveau tournant en Europe ces derniers mois. Ces deux campagnes démocratiques ont été mises en place à l'initiative de la France Insoumise et du groupe de la gôche européenne.

D'une part, la pétition pour la suspension totale de l'accord d'association entre l'Union européenne et Israël a dépassé le million de signataires (1 124 000 au moment où nous écrivons ces lignes).

La mobilisation est d'ampleur. Nous pouvons citer : 417 000 signataires en France, 136 000 en Espagne, et 257 000 en Italie (source : site du parlement européen[3]).

La pétition explique : « L'Union européenne n'a toujours pas suspendu son accord d'association avec Israël, lequel constitue la pierre angulaire de la coopération bilatérale entre l'UE et Israël en matière de commerce, d'économie et de politique.

Les citoyens de l'Union européenne ne sauraient tolérer que celle-ci maintienne un accord qui contribue à légitimer et à financer un État commettant des crimes contre l'humanité et des crimes de guerre. »

La Commission européenne est désormais contrainte de répondre à cette initiative citoyenne qui remplit les deux critères prévus dans les textes légaux[4].

D'autre part, en France, en signant en très grand nombre la pétition contre la loi Yadan[5], les masses ont exprimé leur rejet de la politique du soutien inconditionnel au génocide. En effet, cette loi vise à interdire la critique d'Israël en la qualifiant d'antisémitisme et d'apologie du terrorisme.

Ainsi, après la pétition contre la loi Duplomb, cette pétition est la plus importante en nombres de signataires de l'histoire de la Ve République. Comme le cadre parlementaire de la loi prévoyait un débat au sein de l'hémicycle, le gouvernement a fermé la pétition en voyant les signatures affluer.

À l'heure où nous écrivons ces lignes plus de 700 000 personnes, des militants ouvriers, des antiracistes, des anticolonialistes, des personnes soucieuses des libertés démocratiques..., ont signé, relayé, et participé à cette campagne massive. Et surtout, la loi Yadan a été retiré, pour le moment...

3 Pour signer la pétition : https://citizens-initiative.europa.eu/initiatives/details/2025/000005_fr

4 Le parlement européen prévoit de soumettre au débat toute pétition qui dépasse le million de signatures. Au nombre global de signatures obtenues, s'ajoutent également des critères de seuil et de proportionnalités, appliquées aux pays membres.

5 Retrouver l'intégralité du texte de la pétition : https://petitions.assemblee-nationale.fr/initiatives/i-5158?locale=fr

Qui aurait imaginé ça, quand contre vents et marées, un groupe de jeunes cadres internationalistes du MCI organisait la résistance la plus large contre la loi Yadan en la regroupant autour d'une pétition du CUPJS qui lançait l'alerte[6].

Merci encore une fois aux centaines de jeunes et de travailleurs courageux qui ont soutenu notre pétition « Pour le retrait de la loi Macron-Yadan : Stop à la palestinophobie »

Merci à tous ceux qui ont choisi de frapper avec nous, vous avez contribué à imposer l'exigence du retrait de cette loi Yadan inique à l'agenda politique.

Une poignée de cadres et des centaines de soutiens, qui ont ouvert la voie et entraîné une dynamique, et in fine une victoire politique du mouvement de masse contre le génocide du peuple palestinien, oui, nous avons été l'étincelle et nous le revendiquons et en sommes fiers.

En France, un gouvernement qui favorise de plus en plus l'abstention

Ne nous y trompons pas, l'absence de conflit ouvert avec la bourgeoisie en France n'efface pas l'affrontement mondial en cours face à l'impérialisme, contre la guerre, contre le fascisme, contre le suprémacisme blanc.

C'est pourquoi toutes les questions centrales de lutte des classes internationale ont été au cœur des élections municipales, à commencer par la question palestinienne.

Le gouvernement Macron veut tout faire pour éviter que le rejet de sa politique fasse jonction avec la puissante lame de fond anticolonialistes internationale en cours.

C'est pourquoi nous ne nous trompons pas sur la nature de l'abstention lors de ce scrutin. Pour éviter un nouveau camouflet comme en 2024, le gouvernement et l'appareil d'État n'hésitent pas à favoriser la non-participation.

L'abstention pour ces élections municipales a été massive, que ce soit au premier comme au second tour, elle atteint plus de 42 %.

Rappelons que, les non-inscrits, sont estimés à 5 % mais, en tout, les non-inscrits et « mal-inscrits » seraient 10,6 millions selon une étude de l'INSEE de 2024.

Or le gouvernement refuse de lancer une campagne d'inscription sur les listes électorales, on assiste même au contraire. Des vagues de radiation ont même eu lieu et dépassent parfois les 10 % des électeurs. C'était le cas notamment à Évry-Courcouronnes dans l'Essonne (5532 radiations soit 14%).

Dans les plus petites communes, représentant 68 % des communes (environ 23 000), une seule liste était présente ce qui a fait perdre de l'intérêt au scrutin, puisqu'il s'agissait donc d'avaliser le nouveau maire inévitablement élu ou réélu.

C'est une conséquence directe de la réforme de mai 2025[7] qui a changé le mode de scrutin des plus petites communes.

L'abstention reste élevée dans les villes et quartiers populaires comme à Roubaix avec 62 %.

Elle est particulièrement forte chez les jeunes (56 % pour les 18-24 ans, 60 % pour les 25-34 ans), chez les ouvriers (55 %) et employés (50 %) et 62 % des foyers dont le revenu est inférieur à 1250 € nets par mois[8].

---

6 Lancée en octobre 2025, pour retrouver le texte de la pétition du CUPJS : https://www.instagram.com/p/DP3cCk6ggs8/

7 La réforme de mai 2025 a mis fin au système de panachage qui permettait le dépôt de liste incomplète, et de choisir au moment du vote de rayer des candidats d'une liste et d'en ajouter parmi les autres listes présentes.

8 Enquête Ipsos BVA Cesi École d'ingénieurs réalisée pour France Télévisions, Radio France et Public Sénat/LCP-AN

Toute la propagande anti-LFI de l'appareil d'État et des médias bourgeois a visé à détourner le prolétariat et la jeunesse du terrain de la mobilisation, y compris électorale.

A contrario, l'électorat de la bourgeoisie, et des secteurs contre-révolutionnaires de la petite bourgeoisie se sont mobilisés.

Ainsi, la droite a pris ou repris des mairies en nombre, souvent en alliance ouverte avec l'extrême-droite... et réciproquement l'extrême-droite a pu conquérir des mairies et s'installer dans de nombreux conseils municipaux grâce à Macron, Wauquier et à Retailleau.

Kanaky, des élections sabotées par le pouvoir colonial

En Kanaky, la jeunesse rejette le cadre de ces élections qui se sont déroulées après deux ans de pressions et de manipulations de la part du gouvernement contre le FLNKS.

Le gouvernement Macron-Lecornu-Valls a ainsi multiplié les tentatives pour se choisir un interlocuteur « malléable » prêt à renoncer à l'exigence de l'indépendance, et a agi pour écarter Christian Tein après l'avoir déporté et emprisonné plusieurs mois en Alsace.

La tentative de faire avaliser les accords de Bougival par l'Assemblée nationale a échoué mais le gouvernement ne désarme pas, car l'entrée en vigueur des accords de Bougival serait un enterrement de première classe du droit à l'autodétermination du peuple Kanak.

C'est pourquoi nous rappelons que la libération de Christian Tein, et celle des autres prisonniers politiques déportés, est avant tout une victoire de la mobilisation du peuple kanak et de la jeunesse au pays, qui n'ont pas cessé de maintenir la pression.

Ainsi, conscient du rejet qu'il suscite, à chaque échéance référendaire ou électorale l'État colonial met tout en œuvre pour verrouiller le scrutin.

Dans la province nord et dans les îles, le maillage des bureaux de vote reste faible.

Parallèlement, **dans la province sud,** bastion de la droite coloniale, le nombre de bureaux de vote s'est réduit drastiquement alors que les déplacements sont difficiles et onéreux.

À Nouméa, dans la capitale de l'île, on passe de 56 bureaux de votes à seulement … 8 ! Il faut donc parfois plus d'une heure de marche pour voter aux kanaks.

Ces mesures ont lieu alors que le gouvernement Macron dégèle le corps électoral grâce à l'accord de Bougival pour mettre en minorité numérique le nombre d'électeurs kanaks et le vote indépendantiste.

Les organisations kanaks ont dénoncé une mesure qui « revient de fait à éloigner une partie du peuple du suffrage ».

Elles ont d'ailleurs interpelé le pouvoir colonial : « Le Haut commissariat de la république en Nouvelle-Calédonie compte t-il lui aussi sur cette abstention pour minorer la représentativité du FLNKS dans la capitale ?»

Dans la province Sud, qui était l'enjeu central du scrutin, le pouvoir colonial s'est donc consolidé. **À Nouméa** se maintient à la mairie une droite colonialiste, belliqueuse et revancharde, avec Sonia Lagarde comme maire, elle même soutenue par Sonia Backès.

Dans cette province, la plus riche de l'archipel, le pouvoir colonial a fermé le scrutin autour de plusieurs candidatures anti-indépendantistes, tantôt de l'équipe Macron, tantôt de celle de Retailleau.

Dans les trois plus grandes villes, **à Dumbéa**, au Mont-Dore et **à Païta,** les élections ont surtout servi à renforcer la droite extrême, ou l'extrême-droite locale coloniale.

Par ailleurs, le vote indépendantiste était divisé pendant le scrutin, depuis que plusieurs organisations comme l'UNI ou le Palika ont décidé de soutenir Bougival.

Dans ce contexte, les listes FLNKS et apparentés, ont constitué un point d'appui essentiel de résistance et de lutte, pour réaffirmer le droit à l'autodétermination du peuple kanak.

Face à la « mobilisation conjointe des Loyalistes, de l'Uni et du Rassemblement autour d'un mot d'ordre commun : faire barrage au FLNKS [pourtant] le FLNKS reste majoritaire dans l'électorat indépendantiste avec 63 % des voix contre 26 % pour l'UNI. » [9],

En procédant à des « fusions opportunistes », l'UNI a en effet permis à la droite coloniale de remporter des mairies comme Poum, Pouebo ou l'île des Pins.

Mais, ces « fusions opportunistes », comme le dénonce le FLNKS, n'ont pas fait taire la voix du peuple kanak. Au contraire, pour le FLNKS et son président Christian Tein : **« malgré les alliances de circonstances, et les tentatives de blocages orchestrées contre nous, nos listes [FLNKS et apparentés] ont enregistré des résultats solides dans l'ensemble du pays et conservent un ancrage fort dans chaque commune. »**

Ne pas céder aux provocations ! Refuser les accords avec l'UNI et tous ceux qui soutiennent Bougival ! **Bravo aux militants de terrain et à tous ceux qui ont maintenu la continuité de la lutte pour l'indépendance du peuple kanak.**

Un front contre-révolutionnaire allant de l'Extrême-Droite au PS bourgeois en passant par Roussel, Martinez, Tondelier, Ruffin, Corbières, Garrido etc...

Un front contre-révolutionnaire : un front anti LFI

Globalement la précarité dans le travail et dans tous les compartiments de la vie s'est aggravée. Pour la première fois en temps de paix depuis deux siècles la crainte de vivre moins bien que les générations précédentes s'est installée. Le capitalisme dans sa phase de putréfaction impérialiste, détruit tout, à commencer par la nature et les êtres humains. Les peuples autochtones le savent particulièrement...

L'impérialisme stade suprême du capitalisme, c'est « la réaction sur toute la ligne », pour reprendre la formule de Lénine.

La guerre fait son retour à grande échelle dans le monde alors que la récession augmente et touche des dizaines de millions de personnes dans le pays. À cela s'ajoute le changement climatique qui fait peser un risque sans précédent pour l'humanité.

Aussi, la bourgeoisie et tous ses soutiens veulent écraser toute initiative, toute mobilisation qui questionnerait l'ordre établi, le marché mondial et la course vers la guerre.

C'est pourquoi, pendant la campagne des municipales, nous avons assisté à un front contre-révolutionnaire, allant de l'Extrême-Droite au PS bourgeois, en passant par F. Roussel, Ph. Martinez, M. Tondelier, F. Ruffin… , un front contre-révolutionaire dont la doctrine est tout sauf LFI, un front contre révolutionnaire soutien inconditionnel d' Israël, et de la loi Yadan.

On le voit, tout est fait pour discréditer, empêcher toute expression massive et populaire de soutien à la résistance du peuple palestinien. Et par ricochet, pour discréditer la France Insoumise, qui refuse de se soumettre.

C'est la raison pour laquelle LFI est devenue la cible constante d'attaques abjectes au centre desquelles figurent l'accusation d'antisémitisme et d'apologie du « terrorisme ».

Cette même doctrine d'État a libéré la parole et les actes racistes, faisant le silence sur les meurtres racistes ou les banalisant comme ce fut le cas lors de l'assassinat islamophobe et

9 Extrait du communiqué du FLNKS, suite aux élections municipales le 25 mars.

négrophobe d'Aboubakar Cissé à Alès.

Alors cette campagne électorale a été émaillée de tentatives d'interdire des manifestations antiracistes, d'un déchaînement d'injures racistes sous couvert d'anonymat via les réseaux « sociaux » avec, c'est maintenant un classique, des menaces de mort proférées par certains candidats de droite et d'extrême droite à l'encontre de leurs adversaires.

La candidate « divers-droite » M. Vassal ayant déclaré que ses valeurs étaient « le mérite, le travail, la famille, la patrie », la devise du régime de Vichy, quelle fut la réaction des médias bourgeois ? Dénoncer LFI !

À Marseille, l'accord de la honte entre la droite soi-disant républicaine (LR, Horizon, Macronistes) et de l'extrême-droite (RN et Reconquête) a failli amener le RN à la mairie de la ville.

À Lyon, toute honte bue, le ministre de l'Intérieur, a autorisé une manifestation fasciste, avec saluts nazis et slogans à l'avenant, passant sous silence les dizaines de meurtres racistes ou politiques perpétrés par l'extrême-droite depuis des années.

Pourquoi s'arrêter en si bon chemin : l'Assemblée nationale a fait une minute de silence pour Quentin Deranque, ce militant d'extrême-droite qui avait participé à la provocation d'État organisée devant Science-Po Lyon, contre la venue de Rima Hassan !

Laissons-les continuer leur œuvre d'inversion des valeurs, de subversion, alors demain à Lyon, on pourrait déboulonner la statue de J. Moulin pour la remplacer par celle du milicien P. Touvier[10] ou par celle de Klaus Barbie, l'assassin de Jean Moulin !

Car quand le ministre de l'Intérieur est à la manœuvre, il n'y a plus de limites pour les racistes et les antisémites, les vrais.

De fait, la mobilisation pour soutenir LFI contre ce front contre-révolutionnaire a rassemblé les éléments les plus conscients. C'est la preuve que la classe ouvrière et la jeunesse, que ses organisations et ses cadres, ont compris l'impérieuse nécessité de combattre le fascisme, le racisme et la guerre à tous les niveaux, y compris dans les urnes.

Car le racisme, et le fascisme qui en découle, n'est pas un élément « de plus » ou « en dehors » de la lutte des classes : c'est le cœur même de la lutte de classe.

Les directions syndicales traîtres, un pilier du front contre-révolutionnaire

Voilà dans quel climat nauséabond se sont déroulées les campagnes municipales, un climat nauséabond présent dans tout le pays, et pas seulement dans les 5000 villes où les listes LFI étaient présentes.

Ceux qui n'ont pas pris au sérieux la mobilisation contre le génocide du peuple palestinien et contre les agressions et crimes racistes durant les municipales, ceux-là se sont trompés.

Les centaines de réunions publiques, meetings, porte à porte et autres activités militantes ont rassemblé des dizaines de milliers de personnes, et ont contribué à faire grandir la mobilisation contre le racisme, contre le colonialisme et contre le suprémacisme blanc.

Dans ce contexte le soutien de Philippe Martinez, ex secrétaire général de la CGT, à Emmanuel Grégoire, candidat du PS bourgeois réactionnaire pro Israël et pro guerre, est extrêmement

10 Chef du 2e service de renseignement lyonnais sous Vichy, il a dirigé la traque des résistants et des Juifs à Lyon. C'est aussi le 1er français à être condamné pour crime contre l'humanité.

grave ! Surtout quand on sait que J.Guedj et F.Hollande sont cosignataires du projet de loi Yadan en janvier 2026.

Rappelons que la France Insoumise a proposé plusieurs motions de censure du gouvernement que le Parti Socialiste a refusées de voter.

Or, le Parti Socialiste, a laissé passer le budget du gouvernement Macron-Lecornu qui est un budget de guerre contre les travailleurs et la jeunesse, avec des coupes budgétaires historiques dans les services publics, en particulier dans l'éducation et la santé.

Mais pas seulement, le PS a également trahi le mouvement de masses antiraciste et anticolonialiste regroupant des millions de jeunes et de travailleurs en France, en Europe, et dans le monde.

Ph. Martinez ou S. Binet, son héritière, dévoient la charte d'Amiens. En effet, la Charte d'Amiens défend justement l'indépendance de classe contre la bourgeoisie et la petite bourgeoisie et ses partis réactionnaires (contre les François Hollande, les Olivier Faure, les Raphael Gluksmann, les Fabien Roussel etc..)

La charte d'Amiens défend la perspective de l'abolition du travail salarié, dans une perspective socialiste avec la grève générale, elle est profondément anticapitaliste puisqu'elle défend le renversement de l'État bourgeois.

Le principe d'indépendance de classe contenu dans la charte d'Amiens, et dans le syndicalisme ouvrier de manière générale, n'interdit pas l'intervention des militants politiques et des courants du mouvement ouvriers, bien au contraire, puisqu'elle en est issue.

Ainsi, sous couvert de défendre ce principe d'indépendance de classe, la petite bourgeoisie , ou la bureaucratie syndicale et politique, s'est accaparé les syndicats pour mieux contenir les processus de lutte de classe.

Il s'agit pour tous ceux-là de canaliser la colère de millions de salariés que l'on mène en bateau, de journées d'actions saut de moutons en journées de manifestation dispersées, pour mieux les épuiser, les démoralise...

Vous comprenez maintenant pourquoi malgré des millions dans la rue contre la loi travail en 2015, ou contre la contre-réforme des retraites, nous ne pouvions gagner…Le poisson pourri par la tête !

Sans révolution politique dans les organisations syndicales, de bas en haut, sur la base de la mobilisation permanente des travailleurs qui se choisiront leurs nouveaux dirigeants dans l'action directe, et parmi ceux et celles qui n'ont pas peur de tout bloquer et de rompre avec la collaboration de classe, nous ne pouvons compter sur ces gens pour gagner.

Un raciste n'a aucune conscience de classe

Le devoir de tout militant ouvrier internationaliste aujourd'hui, c'est donc la lutte à mort contre son propre impérialisme – l'ennemi est dans notre propre pays disait Lénine – suprémaciste blanc, colonialiste et donc raciste.

L'instauration du 1er mai comme journée internationale des travailleurs, est bien évidemment un acte de lutte internationale, et par conséquent une journée contre le racisme et pour la solidarité entre les peuples opprimés, contre leur ennemi commun, l'impérialisme dominant US et les différentes bourgeoisies nationales à sa solde .

La lutte contre le racisme, c'est l'ADN du mouvement ouvrier international, au même titre que la lutte contre le fascisme et la guerre.

Et pourtant, au moment où les meurtres et agressions racistes explosent, Fabien Roussel (secrétaire général du PCF et candidat à la présidentielle), sort en défense de l'État bourgeois raciste et exige que nous, racisés, les premières victimes de l'esclavage salarié nous taisions…

De quel droit ? Et pourquoi nous taire alors que la lutte contre le racisme, c'est la lutte contre le capitalisme impérialiste et ses guerres coloniales, le cœur de la lutte des classes mondiales.

Comme le disait Marx, oui il faut en finir avec l'esclavage salarié. Il faut prendre l'ampleur de cette affirmation, la regarder droit dans les yeux.

Mais F. Roussel, lui, ne voit rien, ou plutôt il défend ses intérêts de petit bourgeois suprémaciste blanc.

Car la polémique nauséabonde autour du terme « racisé », sortie tout droit de la tête des arriérés racistes du PCF, n'a qu'un objectif : nous diviser, nous fracturer, nous faire taire, nous empêcher de nous mobiliser sur le terrain contre le capitalisme impérialiste, qui porte les guerres coloniales et le racisme comme la nuée porte l'orage.

Oui, pour en finir avec le capitalisme, il faudra en finir avec les racistes contre-révolutionnaires. Car tant que régnera dans les appareils bureaucratiques politiques et syndicaux cette position contre-révolutionnaire, (qui va donc à l'encontre des intérêts du prolétariat mondial), la bourgeoisie pourra dormir sur ces deux oreilles...

Sans révolution politique dans les syndicats sur cette question, ces derniers sont appelés à poursuivre leur décomposition.

La jeunesse prolétarisée - et racisé en particulier -, moteur de la lutte des classes mondiale n'ira plus jamais s'enfermer dans des organisations bureaucratiques qui nous expliquent en somme que : la lutte contre les meurtres et agressions racistes divise, alors que c'est la seule voie pour gagner dans l'unité contre la bourgeoisie ultra réactionnaire.

Nous n'accepterons plus jamais d'être renvoyés à des acteurs de second rôle, ou d'être renvoyés et enfermés dans les préjugés racistes des suprémacistes blancs.

Un raciste n'a aucune conscience de classe, et n'en n'aura jamais. Il est uniquement guidé par ses intérêts particuliers de petit suprémaciste blanc, y compris sur son lieu de travail.

Les racistes ne rejoignent pas les mouvements sociaux, ils les combattent et les sabotent ! Ils sont contre un des principes de base du syndicalisme de classe : l'égalité salariale .

Il n'y a qu'à voir la politique du RN sur les mouvements sociaux : tous les fachos sont contre le droit de grève et les préjugés racistes sont leur arme de prédilection favorite pour diviser, fracturer et tuer la solidarité de classe.

Alors tous ceux et celles qui, à gôche, prétendent combattre le racisme uniquement en le dénonçant en abstrait, et sans combattre les racistes « pour ne pas diviser » et soi-disant « prioriser la lutte des classes » (comme de vulgaires idéalistes petits bourgeois réactionnaires aurait dit Lénine), sont de sinistres et pitoyables charlatans.

Ce sont des fossoyeurs de la lutte des classes et de l'internationalisme prolétarien. D'horribles individus qui, au nom de la révolution, seraient prêts à fermer les yeux sur l'exploitation et l'oppression du prolétariat le plus exploité. Ceux-là ne sont ni des progressistes ni des anti capitalistes, et encore moins des internationalistes, mais plutôt des nationalistes racistes et réactionnaires.

Doriot[11]… **On y est, car le raciste accepte le principe de base de l'État bourgeois**

11 Jacques Doriot est l'un des dirigeants du Parti communiste français jusqu'à son exclusion en 1934. Il fonde ensuite et dirige le Parti populaire français (PPF) en 1936, un mouvement d'extrême droite antisémite, nationaliste et violemment anticommuniste. Durant l'Occupation, il incarne la collaboration la plus radicale : il milite pour la victoire allemande, participe à la création de la Légion des

capitaliste, la domination de la bourgeoisie et sa hiérarchie… Il ne combat pas l'esclavage salarié, il cherche plutôt à s'élever dans cette hiérarchie.

Mais bon cessons de gloser autour des soi-disant « fâchés pas fachos », car la majorité du prolétariat...s'abstient !

Voter LFI c'est soutenir le bloc antiraciste, anticolonialiste, antifasciste

C'est bien la mobilisation qui a permis les victoires éclatantes, dès le 1er tour, des candidats LFI notamment dans les mairies de Saint-Denis (la seconde commune d'Île-de-France) et du Tampon (quatrième ville de la Réunion).

Pour notre part, nous avons apporté, et nous apportons tout notre soutien à Bally Bagayoko, le nouveau maire noir de St Denis !

Aussitôt élu, le nouveau maire LFI a été la cible d'une campagne raciste qui vise à l'empêcher d'exercer son mandat municipal.

Nous avons appelé à faire bloc contre les attaques des suprémacistes blancs racistes contre M. le maire de St-Denis. Il est clair, que ce n'est pas une offensive ultra-réactionnaire parmi d'autres.

La sous-estimer, c'est mépriser le prolétariat le plus exploité et opprimé, et nourrir la propagande de tous les défenseurs des intérêts de la bourgeoisie et des ultrariches. C'est ne rien comprendre aussi à la lutte anticoloniale et internationaliste.

La violence raciste qui se déchaîne contre lui nous indique que son élection est une victoire pour tous les militants antiracistes de terrain, pour la jeunesse, pour les défenseurs du peuple palestinien, et des peuples opprimés d'Afrique.

La mobilisation anti-raciste et anti-coloniale a démasqué les appareils contre-révolutionnaires.

À Montreuil, les forces contre-révolutionnaires (de Générations, de l'Après, des écologistes, et n'oublions pas du NPA) se sont regroupées autour d'une liste soi-disant unitaire anti-LFI, derrière Patrice Bessac, candidat soutenu par la direction du PCF de Fabien Roussel.

Le « dérapage » ne se fait pas attendre : Patrice Bessac injurie la liste LFI de « rageux zémmouristes » dans un meeting à l'hôtel de ville qui rassemble plusieurs milliers de personnes le 5 février.

Cette attaque qui cite explicitement LFI, vise en réalité tous les militants antifascistes, les militants antiracistes et anti colonialistes. Et pourtant aucun des colistiers de la liste, n'a condamné ces propos odieux.

Cela constitue une erreur historique, grave, une de plus ! Qu'attendent les autres membres du PCF, ou des autres forces politiques, en particulier les militants du NPA pour condamner et se démarquer ?

Nous leur disons, il est encore temps, dénoncez, condamnez ces propos ! Ne vous laissez pas ensevelir par le suprémacisme blanc, qui est un véritable fléau dans les appareils politiques.

À Bordeaux, la France Insoumise a présenté une liste unitaire avec le collectif « Couleurs Bordelaises », animé notamment par Karfa Sira Diallo, militant de la cause anti-esclavagiste.

Par conséquent, comment interpréter le dépôt de la contre-liste du NPA, incarnée par Philippe Poutou ?

Quels étaient les désaccords « politiques » et « stratégiques » qui ont empêché un accord électoral avec la France Insoumise, comme cela fut le cas à Toulouse ou dans d'autres villes ?

volontaires français contre le bolchevisme (LVF) et combat personnellement sur le front de l'Est avec le grade de lieutenant.

Nous connaissons déjà le suprémacisme blanc d'Olivier Besancenot, qui avait insulté les peuples premiers du continent américain en 2009.

« Nous ne voulons pas être la dernière réserve d'indiens », avait-il lancé à la création du NPA , avec ce ton de connivence qui fait glousser l'entre-soi suprémaciste de « l'extrême-gôche » blanche parisienne.

Cette attaque perfide de petit suprémaciste blanc nous était destinée, et elle avait par la suite servi copieusement tous les secteurs réactionnaires.

Voici donc en une phrase brutale sur les indigènes et les peuples autochtones ce que pense Olivier Besancenot, candidat LCR à la présidentielle de 2002 et 2007, fondateur du Nouveau Parti Anticapitaliste. Une erreur historique qu'Olivier Besancenot continue de creuser …

Qu'en est-il de Philippe Poutou, candidat aux présidentielles de 2012, 2017 et 2022 ? On ne peut pas se revendiquer de l'antiracisme, de l'anticolonialisme et monter des listes contre les militants et les collectifs de ce mouvement.

Nous soulignons l'irresponsabilité de « l'extrême-gauche » se réclamant parfois, frauduleusement, du trotskisme.

Non seulement cette attitude contribue à discréditer le trotskisme, mais également n'aide en rien à lever l'obstacle que constitue la bureaucratie syndicale et politique.

Au lieu de proposer à LFI un accord limité même à quelques points pour « marcher séparément et frapper ensemble » et pousser à la mobilisation dans les entreprises, les bureaux et dans la rue ; le NPA et ses avatars, ont préféré se lancer dans la présentation de listes pour acquérir quelques places dans des conseils municipaux, révélant ainsi leur incompréhension profonde du processus en cours et des ses enjeux.

Pour un gouvernement par et pour les travailleurs, pour la victoire, pour la mobilisation permanente des masses contre le fascisme, la guerre, et le racisme, pour Macron dégage : On bloque tout !

Le front unique ouvrier contre le fascisme et la guerre

Face à l'impasse historique, économique et politique du capitalisme, c'est encore et toujours la fuite en avant vers la guerre. Le peuple palestinien en paie le prix tragiquement, ainsi que les peuples iranien et libanais qui vivent sous les bombes quotidiennes du régime sioniste et de l'armée yankee.

Le cas de Rima Hassan est un exemple à lui seul de toutes les remises en causes des droits et libertés individuelles et démocratiques. Il illustre parfaitement la liquidation de l'État de droit par la bourgeoisie française radicalisée qui veut installer le RN au pouvoir en la personne de Bardella.

La violence de l'appareil d'État contre Rima Hassan n'est pas un détail ou un accident, mais un choix politique délibéré, une stratégie. Pour défendre ses intérêts particuliers, la bourgeoisie est prête à tout, y compris à la guerre.

Et, lorsque « la bourgeoisie viole sa propre légalité » disait Trotsky, c'est qu'elle marche vers le fascisme.

Voilà pourquoi, comme Trosky nous l'a appris, nous défendons la seule et unique stratégie possible, pour qui veut vraiment stopper le fascisme, le front unique ouvrier.

L'heure est grave : nous sommes face à un vrai danger. Aucun mouvement, aucun parti, aucun groupe ne peut stopper seul le fascisme. L'unité et le nombre sont nécessaires.

Le régime augmente son arsenal législatif et judiciaire pour réprimer sans limite tous les opposants.

Défendre ses idées, être membre d'un parti, se revendiquer antiraciste ou révolutionnaire est légitime, et parfois même nécessaire. Mais notre appartenance politique ne doit pas être instrumentalisée pour justifier un sectarisme contre-révolutionnaire.

La mise en œuvre d'une politique de front unique ouvrier est donc une nécessité vitale pour les travailleurs et les jeunes. Comme nous l'affirmons dans notre « qui sommes-nous »[12] :

« L'unité de la classe ouvrière et, plus largement, du prolétariat, est un objectif incontournable pour sa défense et pour la conquête de nouveaux acquis, comme pour la conquête du pouvoir.

« Marcher séparément, frapper ensemble », selon la formule de Lénine : les travailleurs peuvent être membres de différents partis, mais ils doivent faire face à l'adversaire de classe dans l'unité.

Ainsi ils sont plus forts, ainsi leurs dirigeants doivent montrer de quoi ils sont capables, ainsi la lutte unie écarte ceux qui prétendent servir la classe mais sont prêts au compromis avec l'adversaire. »

C'est pourquoi, nous le rappelons, nous ne sommes pas indifférents au régime politique dans lequel nous évoluons comme nous l'a appris Lénine (*Le gauchisme, maladie infantile du communisme*).

En l'occurrence, il faut marcher séparément (réformistes et révolutionnaires), et frapper ensemble avec LFI qui défend les droits et les libertés démocratiques, contre l'extrême droite d'une bourgeoisie radicalisée, et la 5ème République autoritaire.

Le droit des peuples à l'autodétermination : une exigence démocratique

Nous avons porté haut le drapeau de la 4e internationale en défendant son programme historique sur la question palestinienne et coloniale.

Sur la question du racisme et la lutte contre le fascisme, nous avons remis au centre la politique de Trotsky, la vraie, comme nous l'avons fait précédemment sur la question noire et autochtone.

N'ont jamais été secondaires, anecdotiques ou folkloriques les luttes des peuples dans les dernières colonies, celles des peuples autochtones qui défendent leurs terres contre les plans de saccages de l'impérialisme. Nous le répétons, oui, le prolétariat mondial est racisé !

Dans de nombreux pays des manifestations de masses ont eu lieu en soutien au peuple palestinien, mais il y a une exception notable, historique, la France, où rien n'est organisé au niveau nécessaire à cause du sectarisme et des guerres de chapelles entre appareils.

Le retrait de la loi Yadan est une première victoire de la mobilisation ! Nous savons que la Macronie va réessayer d'imposer cette loi inique, il faut donc continuer la mobilisation jusqu'au retrait total. Il faut également amplifier la campagne européenne pour la rupture de l'accord d'association UE-Israel.

De la même manière, il faut souligner que durant ces deux dernières années, en France, les mobilisations n'ont pas été à la hauteur pour soutenir la lutte en Kanaky, et dans les dernières colonies.

12 https://mci-qi.org/?page_id=3406

Sur ce « dossier » comme sur les autres, les bureaucraties politiques et syndicales, s'en tenant à un service minimum, ont été en réalité un frein à la mobilisation. Comme nous le disons depuis plusieurs années : le suprémacisme blanc est un fléau dans les appareils bureaucratiques.

Pourtant, le droit des peuples à l'autodétermination est une exigence démocratique. Il est donc fondamental de soutenir sans relâche le peuple kanak, et sa mobilisation pour l'accès à l'indépendance.

Le droit international reconnaît la Kanaky comme un territoire à décoloniser. Pourtant, par sa politique, l'État français maintient son emprise coloniale.

Quand la France ne veut pas reconnaître le droit à l'autodétermination du peuple kanak, elle ne respecte pas le droit international !

C'est pourquoi nous exhortons les organisations et les comités à saisir la Cour Internationale de Justice (CIJ) pour obtenir la relaxe des prisonniers politiques kanak, la fin de l'« accord » de Bougival, et le respect du droit à l'autodétermination du peuple kanak.

En ce sens nous saluons la décision de Jean-Victor Castor (député guyanais du groupe GDR) qui a saisi l'ONU pour que la Guyane soit inscrite sur la liste des territoires à décoloniser.

Depuis le 24 mars, l'Assemblée générale de l'ONU déclare que la traite des Africains réduits en esclavage et l'esclavage racialisé des Africains sont « l'injustice la plus inhumaine et la plus durable contre l'humanité »[13].

Cette résolution présentée par le gouvernement du Bénin, est adoptée à : 123 POUR 3 CONTRE (États-Unis, Israël, Argentine) 52 abstentions.

Ce vote est historique pour tous les peuples opprimés victimes de déportations coloniales, dans les Amériques, dans les Caraïbes.

Ce vote est aussi historique pour les peuples d'Océanie (en particulier les îles Salomon et l'archipel du Vanuatu) qui ont connu la déportation et l'esclavage pendant le Blackbirding, « traite des oiseaux noirs »[14].

Ces deux résolutions au sein du droit international, constitue une étape majeure pour les peuples autochtones, tous les militants, les comités, les collectifs et associations qui combattent le racisme.

C'est pourquoi nous disons : Honte à la France, au Royaume-Uni, à l'Allemagne, à l'Italie, à l'Espagne, au Portugal et à tous les États d'Europe qui se sont abstenus !

La France, puissance coloniale ultramarine, défend les restes de son empire colonial bec et ongle. Elle ne veut pas rompre avec son passé esclavagiste.

Elle défend aussi bec et ongle ses dernières colonies en Amérique du Sud et dans les caraïbes. C'est ce qu'exprime précisément le soutien inconditionnel de Macron et de l'impérialisme français à la politique criminelle de l'État colonial apartheid d'Israël.

Nous le disons très simplement : ce sont les suprémacistes blancs qui veulent hiérarchiser les souffrances et les génocides pour faire taire les victimes de l'histoire coloniale du capitalisme impérialiste...

13 Cette résolution fait suite à celle du 12 mai 2025, inscrivant « Élimination du colonialisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations ». Résolution présentée par l'Algérie inscrivant à l'Ordre du Jour de la 80ème session, dans la Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation, adoptée à 116 POUR, 2 CONTRE (États-Unis et Israël), et 54 abstentions

14 À la fin du XVIII et au XIXe siècles 65 000 Mélanésiens sont déportés dans l'état du Queensland au nord-est de l'Australie. Environ 15 000 Mélanésiens meurent au travail. C'est un taux de mortalité de 30 %, similaire au taux de mortalité estimé de 33 % des esclaves africains au cours des trois premières années de leur importation en Amérique. Depuis la fin des années 1990, l'Australie et ses territoires reconnaissent progressivement l'existence historique de cette pratique et entament des démarches officielles de réparation.

Pour la victoire, vive l’unité du prolétariat révolutionnaire, dehors les racistes, les sionistes et les suprémacistes blancs

Seule la mobilisation massive des exploités et des opprimés contre la guerre et les politiques d’austérité, permettra de défaire, y compris par les urnes, les gouvernements réactionnaires comme celui de Macron, de Meloni et de Trump.

C’est pourquoi nous proposons à tous les militants déterminés le front unique ouvrier contre le fascisme et la guerre ! Notre mobilisation doit faire reculer les suprémacistes blancs par tous les moyens nécessaires !

Oui, nous ne pouvons compter que sur nos propres forces, producteurs sauvons-nous mêmes dit l'Internationale.

Contre le fascisme et la guerre, contre le génocide du peuple palestinien, contre le racisme, pour l'indépendance de Kanaky !

Vive la lutte et l'auto-organisation !

Place à la jeunesse, place au prolétariat et aux femmes travailleuses !

Pour la victoire, vive l'unité du prolétariat révolutionnaire, dehors les racistes, les sionistes et les suprémacistes blancs !

Nous publions régulièrement la lettre de liaison de l’Internationaliste, qui propose non seulement des analyses, mais des perspectives concrètes et immédiates de combat à tous et toutes.

Abonnez-vous à notre liste de diffusion de la Lettre de l’Internationaliste pour la faire connaître ! Soutenez-nous financièrement ! Nous appelons tous ceux qui se reconnaissent dans notre politique ou qui veulent nous soutenir, à mettre à œuvre nos propositions là vous êtes et à nous rejoindre !